

Les Français et l'immigration, une ouverture sur le long terme

— Si les sondages autour du projet de loi sur l'immigration confirment une demande de fermeté et de reprise de contrôle de la politique migratoire, sur le long terme, l'opinion publique évolue vers davantage de tolérance, contredisant l'impression actuelle de sa radicalisation.

« C'est une loi qu'attendent les Français », a martelé Gérard Darmanin tout au long de l'examen parlementaire du projet de loi sur l'immigration. Les oppositions n'ont pas été en reste, chacune – à gauche, à droite ou à l'extrême droite – piochant dans les nombreuses enquêtes d'opinion la réponse allant dans le sens de ses convictions. Analysant un sondage commandé par *Libération*, Adrien Broche, responsable des études chez *ViaVoice*, parle d'« ambivalences françaises » sur la question de l'immigration (1). Deux exemples concrets. D'un côté, 72% des Français sont favorables à l'élargissement des conditions de retrait du titre de séjour lorsque est constaté un manquement aux « principes de la République ». De l'autre, 56% sont pour régulariser les travailleurs dans les « métiers en tension ». Preuve que la difficulté pour le gouvernement est l'absence de majorité absolue à l'Assemblée nationale, et non la supposée impossibilité d'être en même temps ferme et pragmatique sur le sujet.

« C'est une thématique poreuse à l'actualité (...) qui revêt un caractère fourre-tout car on ne sait pas toujours de quoi on parle. »

Premier constat : l'immigration ne constitue ni la première préoccupation, ni le premier déterminant du vote des Français. En 2007, Nicolas Sarkozy est élu après une campagne conduite autour de deux piliers : « travailler plus pour gagner plus » et la création d'un « ministère de l'immigration et de l'identité nationale ». À l'époque, la Sofres (devenue Kantar puis Verian) révèle que la lutte contre l'immigration clandestine n'est citée que par 17% des sondés comme élément qui compte le plus dans le choix du



Souleymane Barry, employé de boulangerie guinéen de 20 ans, dont le permis de séjour a été refusé, le 12 décembre. Stéphane Mahe/Reuters

candidat. Cinq ans après, ce chiffre baisse à 12%. Dans les deux cas, c'est la lutte contre le chômage qui préoccupe le plus les Français (44 puis 50%).

Nouvelle séquence politique en 2017 et 2022 : Emmanuel Macron est élu puis réélu face à Marine Le Pen. L'Ifop – avec une méthode de calcul différente – mesure que la lutte contre l'immigration clandestine a joué un rôle déterminant dans leur choix pour 50% des votants, loin derrière la lutte contre le chômage (69%). Cinq ans après, ce chiffre chute à 49%, cette fois loin derrière la santé (71%), dans le contexte de la pandémie de Covid-19, et le pouvoir d'achat (68%). Pas la première préoccupation des Français, donc, mais « durablement dans le top 10, avec de niveaux très élevés », insiste Laure Salvaing, directrice générale des études chez Verian. Tout en nuanciant : « C'est une thématique poreuse à l'actualité, qui peut extrêmement fluctuer en fonction d'un fait divers, et qui revêt un caractère fourre-tout car on ne sait pas toujours de quoi on parle, de l'immigration clandestine à l'inté-

gration des Français d'origine étrangère en passant par l'accueil des migrants. »

Second constat : « Une évolution globale vers plus d'ouverture à l'immigration », analyse Vincent Tiberj, professeur des universités à Sciences Po Bordeaux. Afin de travailler sur le long terme, celui-ci a construit un « indice de tolérance » compilant de nombreuses don-

nées. Sa conclusion : « Les préjugés xénophobes reculent grâce à plusieurs phénomènes de moyen terme, à commencer par l'élévation du niveau de diplôme de la population, toujours associée à une baisse du racisme ou de la xénophobie, et le renouvellement générationnel : les nouvelles générations, plus ouvertes, ne deviennent pas plus xénophobes en vieillissant. » Une il-

Extrait. « Une vision étriquée de notre société »

Collectif de 18 associations et mouvements chrétiens, une tribune en intégralité sur [la-croix.com](https://www.la-croix.com) :

« Le projet de loi sur l'asile et l'immigration en discussion offre une vision étriquée de notre société (...), pétrifiée par la peur de l'Autre. (...) Particulièrement depuis 2015, les drames sur les routes migratoires s'enchaînent, avec leurs lots de cadavres, de disparus, de mauvais traitements, et parfois de tortures, infligées volontairement à nos frontières. Les réactions politiques, répressives à l'égard des personnes exilées, dissuasives vis-à-vis de celles et ceux qui prônent la solidarité et la fraternité, entretiennent – lorsqu'elles ne nourrissent pas – les conditions pour que cette tragédie humaine ne s'arrête pas, tout en affirmant poursuivre l'objectif inverse. »

lustration : en 1988, 69% des répondants considéraient qu'il y avait trop d'immigrés en France ; en 2022, ils ne sont plus que 53%.

Vincent Tiberj reconnaît toutefois qu'il y a « aussi des ruptures qui marquent des moments de crispation ou de forte progression de la tolérance ». En cause, selon lui : la façon dont les débats s'emparent d'événements spécifiques. Le sociologue oppose, d'un côté, les violences urbaines de 2005, présentées sous un prisme qui a contribué à une montée de la xénophobie. De l'autre, les attentats de 2015-2016 où la réaction, grâce notamment aux manifestants « Je suis Charlie », s'est centrée sur « le refus des amalgames et l'attachement à la liberté d'expression, et non le rejet de l'islam et des immigrés ». Prochain rendez-vous : le baromètre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, en mars 2024.

Laurent de Boissieu

(1) Réalisé en ligne du 27 au 31 octobre 2023 auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.